

Les subsides

Étant donné:

Que le gouvernement fédéral a imposé aux contribuables canadiens, depuis septembre 1984, 25 nouvelles taxes ou augmentations de taxes déjà existantes, dont certaines s'appliquent aux articles médicaux et dentaires, friandises, bonbons et boissons gazeuses;

que le gouvernement fédéral, dans son projet de réforme fiscale étudie la possibilité de faire subir aux contribuables canadiens une taxe généralisée sur les biens et services dont la nourriture;

que la nourriture constitue un élément vital de la vie quotidienne et que l'imposition de cet article aurait pour effet de pénaliser sérieusement différentes catégories de contribuables, des personnes âgées, des familles, des chômeurs, des contribuables à faible et moyen revenus, des jeunes;

à ces causes, les pétitionnaires demandent humblement que le Parlement rejette toute mesure qui aurait pour but ou pour effet d'instaurer une taxe de vente sur les produits alimentaires.

[Traduction]

L'ACCORD CONSTITUTIONNEL—LA RÈGLE D'UNANIMITÉ ET LES DROITS DES AUTOCHTONES

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter des pétitions d'habitants du Yukon qui désirent, puisqu'ils n'ont pas été consultés et n'ont rien signé à propos de l'Accord du lac Meech, faire connaître leur inquiétude au sujet de la disposition concernant l'unanimité pour la création de nouvelles provinces. Ils demandent humblement au gouvernement d'envisager de nouvelles conférences sur les droits ancestraux et l'autonomie.

OPPOSITION À L'ACHAT DE SOUS-MARINS À PROPULSION NUCLEAIRE

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, j'ai beaucoup de pétitions venant d'habitants de l'île de Vancouver et des îles du golfe, en Colombie-Britannique. Ils s'inquiètent des dangers que pose, pour l'environnement et les habitants, la présence dans les ports canadiens de navires à propulsion nucléaire ou armés d'engins atomiques. Ils demandent au gouvernement de ne pas acheter de sous-marins nucléaires.

[Français]

OPPOSITION À LA TAXATION DES ALIMENTS

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, conformément à l'article 106 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par 1 721 de mes commettants de Laval-des-Rapides et d'autres citoyens et citoyennes de la région de Montréal qui s'opposent au projet de réforme fiscale du gouvernement relié à la taxe sur la nourriture.

La pétition constate que le gouvernement a déjà imposé aux contribuables, depuis septembre 1984, 25 nouvelles taxes ou augmentations de taxes déjà existantes.

En conséquence, les signataires demandent au Parlement de rejeter le projet qu'a le gouvernement de faire subir aux Canadiens une taxe sur les aliments.

Cette contestation démocratique s'inscrit dans le mouvement de mécontentement des Canadiens et Canadiennes face à l'action du gouvernement.

* * *

[Traduction]

QUESTIONS AU FEUILLETON

L'hon. Doug Lewis (ministre d'État et ministre d'État (Conseil du Trésor)): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions soient réservées.

M. le Président: Est-on d'accord?

Des voix: D'accord.

M. le Président: J'informe les députés qu'en raison d'une déclaration de ministre et des répliques à cette déclaration, la période consacrée aux Ordres inscrits au nom du gouvernement est prolongée de 14 minutes à compter de 13 heures.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 82 DU RÈGLEMENT—L'ACCORD COMMERCIAL CANADO-AMÉRICAIN

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition) propose:

Que la Chambre condamne le gouvernement pour avoir maladroitement négocié avec les États-Unis un accord commercial qui sape la souveraineté canadienne et impose au Canada des concessions excessives et inacceptables sans pratiquement rien apporter en retour, un accord qui n'assure toujours pas la protection des industries canadiennes contre les lois commerciales restrictives des États-Unis et qui cède à toutes les exigences des États-Unis dans les secteurs clés, notamment en matière d'agriculture, d'énergie, d'automobile, de services financiers et d'investissements, tandis qu'il met en péril des centaines de milliers d'emploi au Canada sans que le gouvernement canadien assure aucune aide pour l'adaptation des travailleurs canadiens.

—Monsieur le Président, le député d'Oshawa (M. Broadbent) qui est ici pour prendre part au débat a déclaré qu'il devrait y avoir un débat de chefs sur cette question. Lui et moi sommes présents aujourd'hui. Nous sommes prêts à entamer un débat avec le premier ministre (M. Mulroney) sur cette question où il le voudra et quand il le voudra. Nous croyons que le Parlement est l'endroit qui convient et qu'aujourd'hui est un moment opportun.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, je me souviens d'un document stratégique secret du gouvernement portant sur le libre-échange qui a fait l'objet d'une fuite il y a plus de deux ans. On pouvait y lire:

La stratégie devrait consister moins à faire l'éducation du public qu'à faire accepter l'idée que cette mesure commerciale est profitable. En d'autres mots, il faut vendre l'idée.